



## La lettre du 23 octobre 2019

**Editorial. La formation des enseignants échappe-t-elle à l'institution ?** C'est du moins ce que donnent à penser les rassemblements organisés par le SNUIPP et la FNAME ces derniers jours. La fédération des "maîtres E" a réuni à Niort près d'un millier de ces "enseignants spécialisés chargés de l'aide à dominante pédagogique". Le spectacle de cette immense salle pleine à craquer était sidérant : ces "maîtres E" avaient payé de leur poche les frais de transport et de séjour pour le plaisir d'écouter des conférences sur les premiers enseignements des mathématiques. De même le SNUIPP, le syndicat FSU du 1er degré, organise, avec un succès croissant, son "université d'automne" où les professeurs des écoles viennent écouter les experts que ne leur proposent pas leur hiérarchie.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les moyens de la formation continue "officielle" sont davantage utilisés pour convaincre les enseignants du bien-fondé des réformes en cours et/ou les contraindre à mettre en œuvre les prescriptions ministérielles, plutôt que pour répondre à leurs besoins, et que les enseignants vont chercher ailleurs ce que leur doit leur employeur.

D'autres organisations d'ailleurs, comme la FNAREN (d'autres enseignants spécialisés), l'AGEEM (les enseignants de maternelle), l'APSYEN et l'AFPEN (les psychologues) organisent des temps de formation continue chaque année depuis des lustres. Dans le second degré, la même recherche d'une parole légitime mais choisie, celle des pairs comme celle des chercheurs, passe davantage par les mouvements pédagogiques, les réseaux sociaux et une multitude de regroupements virtuels. On pourrait donc dire "rien de nouveau sous le soleil", mais, bien qu'elle soit difficile à mesurer, il faut parler d'une accélération du phénomène. Les divers "guides" et "recommandations" que publie le ministère, avec ou sans caution scientifique d'ailleurs, les pressions exercées sur la hiérarchie intermédiaire, puis par cette même hiérarchie sur les enseignants, un management ressenti comme particulièrement injonctif pourraient bien aboutir à l'inverse du but recherché : chacun a le sentiment de traverser un champ de bataille où s'affrontent des vérités contradictoires, et de devoir réaliser sa propre synthèse. Alors que le ministre voudrait unifier les méthodes, du moins dans le 1er degré, avec un discours légitimé par l'institution, on assiste à la dispersion des pratiques et des théories de référence.